



Comptes consolidés 2018

Les comptes consolidés ont fait l'objet d'un audit et le rapport de certification correspondant est en cours d'émission.

HiPay Group
Société anonyme au capital de 54 504 715 €
94, rue de Villiers - 92300 Levallois-Perret
RCS 810 246 421
www.hipay.com





Sommaire

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE	4
---	----------

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE	9
---	----------

Note 1. Principes et méthodes comptables	9
1.1. Entité présentant les états financiers	9
1.2. Evénements significatifs.....	9
1.3. Base de préparation des états financiers consolidés	9
1.4. Principes comptables et méthode d'évaluation	9
1.5. Principes de Consolidation	11
1.6. Recours à des estimations et aux jugements	12
1.7. Monnaie étrangère.....	12
1.8. Immobilisations incorporelles	13
1.9. Immobilisations corporelles	14
1.10. Actifs et passifs non courants	14
1.11. Créances clients.....	15
1.12. Trésorerie et équivalents, et actifs financiers courants	15
1.13. Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à la vente.....	15
1.14. Capital.....	15
1.15. Provisions.....	16
1.16. Avantages du personnel	16
1.17. Impôt sur le résultat	17
1.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires	17
1.19. Résultat opérationnel.....	17
Note 2. Gestion des risques financiers	18
2.1. Risque de crédit	18
2.2. Risque de liquidité.....	18
2.3. Risque de marché.....	18
Note 3. Périmètre de consolidation	18
3.1. Liste des sociétés composant le groupe	19
Note 4. Charges de personnel	19
Note 5. Résultat financier	19
Note 6. Impôt sur le résultat	19



Note 7.	Goodwill	20
Note 8.	Immobilisations incorporelles	21
Note 9.	Immobilisations corporelles.....	21
Note 10.	Impôts différés.....	22
Note 11.	Autres actifs financiers.....	22
Note 12.	Clients et autres débiteurs	22
Note 13.	Autres actifs courants	23
Note 14.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	23
Note 15.	Emprunts et dettes financières à long terme	24
Note 16.	Provisions non courantes	24
16.1.	Détail des provisions non courantes	24
16.2.	Provisions pour risques et charges	24
16.3.	Provision au titre des indemnités de départ à la retraite	25
Note 17.	Autres dettes courantes	25
Note 18.	Besoin en Fonds de Roulement.....	25
Note 19.	Plan d'attributions d'actions gratuites.....	26
Note 20.	Engagements hors-bilan	26
20.1.	Engagements reçus.....	26
20.2.	Engagements donnés	26
20.3.	Passifs éventuels	26
Note 21.	Evènements significatifs intervenus depuis la clôture de l'exercice	26
Note 22.	Transactions entre parties liées	27
22.1.	Rémunérations des membres des organes de direction	27
22.2.	Autres parties liées	27
22.3.	Transactions avec les filiales.....	27
Note 23.	Honoraires des CAC	28

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

Comptes de résultat consolidés des exercices 2018 et 2017

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Chiffre d'affaires		28 816	24 541
Coûts directs		- 13 793	- 11 562
Charges de personnel	Note 4	- 11 470	- 9 202
Frais généraux		- 6 851	- 6 010
EBITDA ⁽¹⁾		- 3 298	- 2 232
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		- 2 229	- 1 923
Résultat opérationnel courant		- 5 527	- 4 155
Valorisation des stock options et actions gratuites		- 44	- 138
Autres produits et charges non courants		- 91	- 166
Résultat opérationnel		- 5 662	- 4 460
Autres produits et charges financiers	Note 5	- 2 309	232
Résultat des sociétés intégrées		- 7 971	- 4 228
Résultat avant impôt des sociétés consolidées		- 7 971	- 4 228
Impôts	Note 6	- 446	- 317
Résultat net des activités poursuivies		- 8 417	- 4 545
Dont intérêts minoritaires		0	51
Dont Part du Groupe		- 8 417	- 4 596
Résultat net des activités cédées		-	38
Résultat net		- 8 417	- 4 508
Dont intérêts minoritaires		0	51
Dont Part du Groupe		- 8 417	- 4 559

⁽¹⁾ Résultat opérationnel courant avant dotations et reprises aux amortissements et provisions.

Résultat par action :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	4 954 974	4 954 974
Résultat de base par action (en euros)	-1,70	-0,92
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	4 954 974	4 954 974
Résultat dilué par action (en euros)	-1,70	-0,92

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat de la période	- 8 417	- 4 559
Autres éléments du résultat global		
<i>Eléments pouvant être recyclés ultérieurement en résultat net</i>		
- Ecart de conversion	- 5	3
<i>Eléments non recyclés ultérieurement en résultat net</i>		
- Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite		-
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	- 5	3
dont part du groupe		3
Résultat global	- 8 421	- 4 556

Bilans consolidés au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017

<i>ACTIF - en milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Goodwill nets	Note 7	40 222	40 222
Immobilisations incorporelles nettes	Note 8	4 654	4 587
Immobilisations corporelles nettes	Note 9	1 262	867
Impôts différés actifs	Note 10	1 429	1 429
Autres actifs financiers	Note 11	401	2 154
Actifs non courants		47 968	49 259
Clients et autres débiteurs	Note 12	648	248
Autres actifs courants	Note 13	60 893	44 065
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	Note 14	2 662	7 987
Actifs courants		64 203	52 300
TOTAL DE L'ACTIF		112 171	101 560

<i>PASSIF - en milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Capital social		54 505	54 505
Primes d'émission et d'apport		15 495	15 495
Réserves et report à nouveau		- 19 097	- 14 577
Résultat consolidé (part du Groupe)		- 8 417	- 4 559
Capitaux propres (part du Groupe)		42 486	50 864
Intérêts minoritaires		- 0	- 0
Capitaux propres		42 486	50 864
Emprunts et dettes financières à long terme	Note 15	7 615	1 161
Provisions non courantes	Note 16	644	552
Passifs d'impôts différés		1	2
Passifs non courants		8 259	1 715
Dettes financières à court terme et découverts bancaires		143	-
Fournisseurs et autres créditeurs		4 938	5 958
Autres dettes courantes	Note 17	56 344	43 023
Passifs courants		61 426	48 981
TOTAL DU PASSIF		112 171	101 560

Tableau des flux de trésorerie des exercices 2018 et 2017

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat net		-8 417	- 4 545
<i>Ajustements pour :</i>			
Amortissements des immobilisations		2 171	1 942
Autres éléments non courants sans incidence sur la trésorerie		92	66
Coût de l'endettement		51	4
Reprise du earn out		2 000	-
Résultat de cession sur titres		239	- 403
Coûts des paiements fondés sur des actions		44	138
Charges d'impôts courants et différés	Note 6	445	317
Résultat opérationnel avant variation du BFR et des provisions		-3 375	- 2 481
Variation du BFR	Note 18	-3 289	1 993
Trésorerie provenant des activités opérationnelles		-6 664	- 488
Intérêts payés		-51	- 4
Impôt sur le résultat payé		-883	- 861
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles poursuivies		-7 598	- 1 353
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles des activités cédées		-	327
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		-7 598	- 1 026
Acquisition d'immobilisations, créances et dettes		-3 500	- 3 410
Variation des actifs financiers		-486	505
Incidence des variations de périmètre		-	2 402
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement poursuivies		-3 986	- 503
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement des activités cédées		-	- 666
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		-3 986	- 1 169
Rachat d'actions propres		-	520
Transaction avec les minoritaires		-	- 301
Nouveaux emprunts		6 284	1 161
Remboursements d'emprunts		-168	-
Dividendes payés aux minoritaires		-	- 28
Trésorerie nette provenant des activités de financement poursuivies		6 116	1 352
Trésorerie nette provenant des activités de financement		6 116	-
Incidence des variations de taux de change		-	-
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies		-5 468	- 504
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités cédées		-	- 339
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier		7 987	8 831
Trésorerie nette fin de période :		2 519	7 987

Tableau de variation des capitaux propres des exercices 2018 et 2017

en milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Transactions avec HiMedia	Actions propres	Réserve options et actions gratuites	Produits et charges en capitaux propres	Reserves et Résultats des comptes consolidés	Capitaux propres Part du groupe	Capitaux propres Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 décembre 2016	4 954 974	54 505	15 495	7 035	- 465	276	- 702	- 21 220	54 925	152	55 076
Traitement des options et actions gratuites						138			138		138
Rachats d'actions propres					464	20			484		484
Dividendes versés aux intérêts minoritaires									-	- 28	- 28
Variation périmètre				-				- 127	- 127	- 176	- 303
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres							3		3		3
Résultat net de la période								- 4 559	- 4 559	51	- 4 508
Résultat global	-	-	-	-	-	-	3	- 4 559	- 4 556	51	- 4 505
Au 31 décembre 2017	4 954 974	54 505	15 495	7 035	- 0	434	- 699	- 25 906	50 864	0	50 864
Traitement des options et actions gratuites						44			44		44
Rachats d'actions propres									-		-
Dividendes versés aux intérêts minoritaires									-		-
Variation périmètre									-		-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres							- 5		- 5		- 5
Résultat net de la période								- 8 417	- 8 417		- 8 417
Résultat global	-	-	-	-	-	-	- 5	- 8 417	- 8 421	-	- 8 421
Au 31 décembre 2018	4 954 974	54 505	15 495	7 035	- 0	478	- 704	- 34 322	42 487	0	42 487

La société a mis fin au contrat de liquidité au cours du 1^{er} semestre 2017.

En date du 1^{er} septembre 2017, HPME SA a acquis les parts des actionnaires minoritaires de HiPay Portugal Lda afin de porter sa participation à 100%.

Un nouveau plan d'actions gratuites a été attribué au cours de l'exercice 2017 (cf. note 19)

Notes sur les comptes consolidés du Groupe

Note 1. Principes et méthodes comptables

1.1. Entité présentant les états financiers

Les états financiers consolidés de l'exercice 2018 du groupe HiPay intègrent les comptes de HiPay Group S.A. (désigné comme « la Société ») et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que les participations du Groupe dans ses entreprises associées ou sous contrôle conjoint. Ils sont présentés en milliers d'euros.

Le siège social de la Société est situé 94, rue de Villiers - 92300 Levallois-Perret, depuis le 1^{er} décembre 2017.

1.2. Evènements significatifs

Néant.

1.3. Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2018 sont établis conformément aux normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2018 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 12 mars 2019.

1.4. Principes comptables et méthode d'évaluation

Les principes comptables retenus sont conformes à ceux utilisés dans la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2018.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 1^{er} janvier 2018

L'application par le groupe des normes et interprétations suivantes, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, est sans impact majeur sur les états financiers consolidés :

- Amendements IFRS 2 « Classification et évaluation des paiements sur base d'actions » ;
- Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2014 – 2016 – Amendements à IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2014 – 2016 - Amendements à IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IFRS 9 et compléments à IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture » applicable à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- IFRS 15 et compléments à IFRS 15 (amendements, clarifications) « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » applicable à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15

Au 1^{er} janvier 2018, HiPay Group a adopté la nouvelle norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » publiée par l'Union Européenne le 22 septembre 2016 incluant les clarifications parues le 31 octobre 2017. Le Groupe a retenu la méthode de transition rétrospective complète avec retraitement de l'exercice comparatif 2017 et comptabilisation de l'impact cumulé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2017.

La norme IFRS 15 pose des principes très structurants de comptabilisation du chiffre d'affaires sur la base d'une analyse en cinq étapes successives : identification du contrat, identification des différentes obligations de performance, détermination du prix global du contrat, allocation du prix global à chaque obligation de performance, comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts afférents lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

La norme IFRS 15 fait évoluer également les principes et indicateurs applicables pour déterminer si le Groupe doit présenter les transactions au compte de résultat en tant que « principal » sur une base brute ou en tant que « qu'agent » sur une base nette, le revenu étant alors présenté pour le montant facturé au client net du montant facturé par le fournisseur.

Le groupe a donc mis en œuvre une analyse à partir des principes et indicateurs de la norme pour savoir si l'entité agit pour son propre compte (principal) sur toute la chaîne de services rendus aux sites marchands ou en tant qu'agent sur une partie de la chaîne.

Les flux financiers provenant des consommateurs finaux via les banques acquéreurs correspondent aux ventes de biens ou services réalisées par les sites internet et marchands. Les montants transitant par les comptes de HiPay sont ainsi des sommes collectées pour le compte de tiers.

HiPay réalise des prestations de services complètes destinées aux enseignes de distribution, leur permettant de proposer des scénarios de paiement variés à leurs clients. HiPay Group assure le traitement, l'acquisition et la collecte des flux financiers issus des ventes aux consommateurs finaux pour le compte des marchands.

HiPay facture les marchands sous la forme de forfaits et commissions assises sur les flux de ventes.

HiPay a développé une solution technologique unique lui permettant d'agrèger un grand nombre de moyens de paiement, de travailler avec des fournisseurs d'accès et acquéreurs variés, afin de fournir à la totalité de cette chaîne de valeur une solution innovante.

HiPay est responsable de la prestation de traitement, acquisition et collecte de bout en bout vis-à-vis de ses clients et établit les prix de vente de l'ensemble de la chaîne de valeur. Le contrat avec le site internet ne distingue pas les différentes étapes du processus de paiement. Une seule obligation de performance est identifiée.

HiPay agit donc alors en tant que Principal pour l'ensemble de sa prestation : les montants facturés par HiPay au titre de sa prestation sont ainsi reconnus en chiffre d'affaires.

En conséquence l'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact sur les comptes du groupe.

IFRS 9

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de la norme « IFRS 9 - Instruments financiers », regroupant les trois phases qui ont constitué le projet (classification et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture). La norme IFRS 9 a été homologuée par le règlement européen du 22 novembre 2016.

HiPay Group a adopté la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018, sans retraiter l'exercice comparatif 2017, tel qu'autorisé par ce texte. L'application de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence significative dans les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 a modifié la norme IAS 39 principalement sur trois volets :

Volet 1 : classement et évaluation des instruments financiers ;

Volet 2 : dépréciation des actifs financiers ; et

Volet 3 : comptabilité de couverture.

L'application rétrospective du volet 1 « classement et évaluation des instruments financiers » n'a pas eu d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers détenus au 1^{er} janvier 2018.

La mise en œuvre du nouveau volet « dépréciation des actifs financiers » qui remplace le modèle des « pertes encourues » d'IAS 39 par celui des « pertes de crédit attendues » n'a pas d'impact significatif pour le Groupe au 1^{er} janvier 2018 et l'année 2018 étant donné le faible niveau des créances clients.

Le groupe n'ayant pas d'instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée, ce dernier volet n'a pas d'impact pour le Groupe.

Application par anticipation

Au 31 décembre 2018, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme, amendement ou interprétation.

Normes publiées par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire :

Les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS / IFRIC telles que publiées par l'IASB / IFRS IC dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes adoptées par l'Union Européenne mais non entrées en vigueur n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 16 « Contrats de locations » applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

IFRS 16

Cette norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, entrera en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019 et impose aux preneurs de comptabiliser, pour les contrats éligibles à la norme, l'ensemble des loyers restant à payer sous forme d'un :

- Droit d'utilisation, en immobilisations ;
- Passif de location, en dette financière.

Le Groupe a opté pour une application rétrospective simplifiée, mais a identifié l'ensemble de ses contrats de locations éligibles.

Les actifs en location sont essentiellement, des locaux occupés, des véhicules de fonctions et de l'hébergement.

1.5. Principes de Consolidation

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont pris en considération. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Les méthodes comptables des filiales sont modifiées quand nécessaire pour les aligner sur celles adoptées par le Groupe.

1.5.1. Entreprises sous contrôle exclusif

Les entreprises sous contrôle exclusif direct ou indirect de HiPay Group SA sont intégrées globalement.

1.5.2. Entreprises associées (entreprises mises en équivalence)

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote d'une entité. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (« entreprises mises en équivalence ») et sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition. La valorisation des titres du Groupe comprend le goodwill identifié lors de l'acquisition, net des pertes de valeur accumulées. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes et les mouvements de capitaux propres comptabilisés par les entreprises mises en équivalence, après prise en compte d'ajustements de mise en conformité

des méthodes comptables avec celles du Groupe, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle l'influence notable prend fin.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes est supérieure à sa participation dans l'entreprise mise en équivalence, la valeur comptable des titres mis en équivalence (incluant tout investissement à long terme) est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise.

1.5.3. Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains découlant des transactions avec les entreprises mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

1.6. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes sur les actifs et passifs éventuels, notamment :

- Les goodwill et les tests de dépréciation afférents,
- Les actifs incorporels acquis,
- Les impôts différés actifs,
- Les dépréciations de créances clients,
- Les provisions pour risques et charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est directement comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

1.7. Monnaie étrangère

1.7.1. Transactions en monnaie étrangère

Les écarts de change sur créances et dettes libellées en devises étrangères d'une entité donnée sont comptabilisés en résultat opérationnel ou en résultat financier de l'entité selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans des filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion pour leur montant net d'impôt.

Les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros au taux de clôture de l'exercice, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les comptes de résultat et flux de trésorerie exprimés en devises étrangères sont convertis au taux de change moyen mensuel, en l'absence de fluctuation importante du cours de change. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion dans les comptes consolidés.

1.7.2. Activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, en dehors des activités à l'étranger dans une économie hyper inflationniste, sont convertis en euros en utilisant les cours de change en vigueur aux dates de transactions.

Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion au sein des capitaux propres.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux normes IFRS 3 dont les dispositions sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2010 et IFRS 10 qui remplace IAS 27 ne traitant plus que des états financiers individuels depuis le 1^{er} janvier 2014.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative (badwill), un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe HiPay supporte du fait d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Toute contrepartie éventuelle à payer, telles que des clauses d'ajustement de prix activées en fonction de l'atteinte de certains critères de performance, est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées contrepartie goodwill pendant la période d'acquisition et contrepartie résultat après cette période.

Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la Note 1.10.2 ci-dessous. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat de l'exercice.

Les goodwill se rapportant à l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les frais de développement y compris ceux relatifs aux logiciels et aux nouveaux sites ou nouvelles versions de sites sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité d'utiliser ou de vendre l'actif incorporel une fois achevé ;
- la disponibilité des ressources techniques et financières adéquates pour achever le développement et la vente ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les autres frais de recherche et développement sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Ces frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée en fonction de la consommation des avantages économiques qui leur sont liés. Ils sont éventuellement dépréciés si leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur comptable.

Autres immobilisations incorporelles acquises

Pour remplir la définition d'une immobilisation incorporelle, un élément doit être identifiable (séparable ou issu de droits contractuels ou légaux), contrôlé par la société et il doit être probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet élément iront à l'entreprise.

Une immobilisation incorporelle acquise est reconnue au bilan dès lors que son coût peut être mesuré de façon fiable sachant qu'il est présumé dans ce cas que des avantages économiques futurs attribuables à cette immobilisation iront à l'entreprise.

Ces immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de licences et de logiciels. Pour les immobilisations qui ont une durée d'utilité finie, elles sont amorties sur une durée comprise entre 1 et 5 ans.

1.9. Immobilisations corporelles

La valeur d'origine des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, pour lesquelles les risques et avantages ont été transférés au preneur, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur la durée d'utilité estimée pour chaque immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Agencements et aménagements	5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans
Mobilier	4 à 8 ans

1.10. Actifs et passifs non courants

1.10.1. Actifs financiers

L'ensemble des actifs financiers relèvent de la catégorie « Actifs détenus jusqu'à l'échéance » au 31 décembre 2018. Aucun actif financier ne relève des catégories « Actifs disponibles à la vente » ou « Juste valeur par résultat ».

Un actif financier est examiné à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de perte de valeur. Le Groupe HiPay considère qu'un actif financier est déprécié s'il existe des indications objectives qu'un ou plusieurs événements ont eu un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif.

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre sa valeur comptable et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat. La perte de valeur est reprise si la reprise peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

Les titres non consolidés sont initialement enregistrés à leur prix de revient qui correspond à leur juste valeur augmentée du coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont évalués à leur juste valeur, représentative de leur valeur de marché, dès lors que le Groupe dispose d'éléments d'évaluation suffisamment fiables, notamment lorsqu'il existe un marché actif. Dans le cas contraire, ils sont maintenus à leur valeur d'entrée. Si la juste valeur, lorsqu'elle peut être déterminée, est supérieure à la valeur d'entrée, les titres sont réévalués en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

En cas de moins-value identifiée, une perte de valeur est comptabilisée et enregistrée :

- en résultat si la perte présente un caractère permanent, toute réappréciation ultérieure viendra alors s'imputer en capitaux propres. Le caractère permanent de la perte s'apprécie au cas par cas en fonction du niveau significatif de la baisse ou de la durée de la période de décote du titre par rapport à son prix d'acquisition.
- en capitaux propres si la perte est présumée présenter un caractère temporaire.

Lors de la cession des titres, les ajustements de valeur inscrits en capitaux propres sont repris et comptabilisés au compte de résultat.

1.10.2. Actifs non financiers

Les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe HiPay, autres que les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou les immobilisations qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie qui regroupe plusieurs actifs est la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilité et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Concernant le goodwill, pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie, résultant de leur utilisation continue, largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs (l'« unité génératrice de trésorerie »).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie (ou d'un groupe d'unités) est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (ou du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité (ou du groupe d'unités). Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise.

Pour les autres actifs, le Groupe HiPay apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication que des pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures aient diminué ou n'existent plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée auparavant.

1.10.3. Passifs financiers

L'ensemble des passifs financiers relèvent de la catégorie « dettes au coût amorti » au 31 décembre 2018. Aucun passif financier ne relève de la catégorie « Instruments dérivés ».

1.11. Créances clients

Les créances clients sont évaluées initialement à la juste valeur puis au coût amorti et font l'objet d'un examen individuel. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.12. Trésorerie et équivalents, et actifs financiers courants

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments immédiatement liquides et dont les variations de juste valeur sont non significatives telles les liquidités en comptes courants bancaires et les parts d'OPCVM de trésorerie.

Les actifs financiers courants ne répondant pas à la définition d'équivalents de trésorerie et détenus dans la perspective de transactions futures sont valorisés à la juste valeur et les variations sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.13. Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à la vente

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Les actifs et passifs concernés sont reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente sans possibilité de compensation. Les actifs ainsi reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et leur valeur nette comptable, soit leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ne sont plus amortis.

1.14. Capital

1.14.1. Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres. Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets d'impôt.

1.14.2. Rachats d'instruments de capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée y compris les coûts directement attribuables est comptabilisé net d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres, et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en majoration ou minoration des résultats non distribués.

1.15. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe HiPay a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.16. Avantages du personnel

1.16.1. Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont dues.

1.16.2. Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette du Groupe HiPay au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures ; ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est, le cas échéant déduite. Les calculs sont effectués tous les ans par un actuinaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Le Groupe HiPay comptabilise immédiatement en autres éléments du résultat global la totalité des écarts actuariels au titre de régimes à prestations définies.

1.16.3. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque le Groupe HiPay est manifestement engagé, sans possibilité réelle de se rétracter, dans un plan formalisé et détaillé soit de licenciements avant la date normale de départ à la retraite, soit d'offres encourageant les départs volontaires en vue de réduire les effectifs et que les personnes concernées ont été informées avant la date de clôture. Les indemnités de départs volontaires sont comptabilisées en charges si le Groupe HiPay a effectué une offre encourageant les départs volontaires, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre de personnes qui accepteront l'offre peut être estimé de façon fiable.

1.16.4. Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et comptabilisées lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe HiPay s'attend à payer au titre des plans d'intéressement et des primes réglés en trésorerie à court terme si le Groupe HiPay a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

1.16.5. Paiements fondés sur des actions

Des options d'achat et de souscription d'actions ainsi que des actions gratuites sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options et actions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

La charge afférente est recalculée à chaque clôture en fonction des niveaux d'atteinte des critères de performance et du taux de turnover. Pour déterminer la charge future attendue sur ces plans, les paramètres sont réactualisés à chaque clôture en fonction des réalisations passées (attributions et/ou radiations) et de la meilleure estimation du management à cette date. Les paramètres définitifs pourront donc s'avérer différents de ceux initialement estimés.

1.17. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé.

L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à un regroupement d'entreprise ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Les impôts sur le résultat sont calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays ou les résultats sont taxables.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, additionné à tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable, et les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des co-entreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. De plus, l'impôt différé n'est pas comptabilisé en cas de différence temporelle imposable générée par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes, mais qui ont l'intention de régler les actifs et les passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net ou de réaliser les actifs et de régler les passifs d'impôt simultanément.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe HiPay disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels la différence temporelle correspondante pourra être imputée. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

1.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les solutions HiPay sont encadrées par deux licences bancaires européennes :

- Etablissement de Paiement : cet agrément obtenu auprès de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) en août 2011 par la société HiPay SAS permet à HiPay de fournir des services de paiement ;
- Etablissement de Monnaie Electronique : cet agrément obtenu auprès de la BNB (Banque Nationale de Belgique) en décembre 2008 par la société HPME et assorti d'un passeport européen permet de proposer la solution de porte-monnaie électronique du Groupe dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne.

HiPay offre aux marchands une solution complète de paiement (cartes bancaires, méthodes de paiement locales, virement, etc) et intervient pour fournir une prestation technique et servicielle aux commerçants.

Le chiffre d'affaires correspond aux commissions facturées à ce dernier.

1.19. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est obtenu en déduisant du résultat opérationnel courant les autres produits et charges non courants et la charge d'action gratuite. Les autres produits et charges non courants comprennent le cas échéant les pertes de valeur

sur les immobilisations, les charges de restructuration ayant un caractère inhabituel et de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, les charges liées à des ruptures exceptionnelles de contrats et tout autre charge ou produit significatif de caractère non courant.

Note 2. Gestion des risques financiers

Le Groupe HiPay est exposé aux risques suivants liés à l'utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe HiPay à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital.

Il incombe au Conseil d'administration du Groupe HiPay de définir et superviser le cadre de la gestion des risques.

2.1. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe HiPay dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement du volume de transactions traitées.

L'exposition du Groupe HiPay au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit. Il n'y a pas de concentration du risque de crédit, tant au niveau des clients, qu'au niveau géographique.

Le Groupe HiPay a défini une politique de risque de crédit au terme de laquelle la santé financière de chaque nouveau client fait l'objet d'une analyse individuelle en amont de l'entrée en relation. A l'issue de cette analyse réalisée notamment grâce à des outils externes, le Groupe HiPay attribue un niveau de risque à chaque client et constitue le cas échéant des réserves afin de réduire son risque.

A chaque clôture, le Groupe HiPay détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. Cette dépréciation est déterminée par une analyse des risques significatifs individualisés.

2.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe HiPay éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe HiPay pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe HiPay.

Le Groupe HiPay a mis en place une gestion des besoins en flux de trésorerie visant à optimiser son retour de trésorerie sur investissements. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que le groupe ne pourrait anticiper.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

2.3. Risque de marché

2.3.1 Risque de change

Le risque de change correspond au risque que des variations du cours de change affectent le résultat du Groupe HiPay. La gestion du risque de change a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

Le Groupe HiPay est exposé à un risque de change sur les revenus en dehors de la zone euro (principalement l'Amérique latine et les Etats-Unis). Par ailleurs, Hipay reversant les flux de ses marchands dans la devise de collecte, une variation des devises serait sans incidence significative sur les états financiers de HiPay.

Note 3. Périmètre de consolidation

3.1. Liste des sociétés composant le groupe

Dénomination sociale	Pays	31 décembre 2018 % Intérêt	31 déc. 2017 % Intérêt	Méthode de consolidation	Forme juridique	Date de création ou d'acquisition	Date de clôture
HiPay Group SA	France	100%	100%	IG	société mère	16.03.15	31.12
HPME SA	Belgique	100%	100%	IG	filiale	08.05.08	31.12
HiPay Payment do Brasil LTDA	Brésil	100%	100%	IG	filiale	16.11.11	31.12
HiPay Portugal LDA	Portugal	100%	100%	IG	filiale	22.01.15	31.12
HiPay LLC	Etats-Unis	100%	100%	IG	filiale	10.02.16	31.12
Stichting	Pays-Bas	100%	100%	IG	fondation	10.04.12	31.12
HiPay SAS	France	100%	100%	IG	filiale	08.02.06	31.12

Nouvelle entrée dans le périmètre de la consolidation : Stichting Foundation Payments HPME (non significatif depuis sa création).

Note 4. Charges de personnel

La ventilation des charges de personnel entre salaires, charges sociales et indemnités de fin de carrière se présente comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Salaires	7 556	6 074
Charges sociales	3 898	3 109
Provision pour indemnités de fin de carrières (variation)	16	19
Charges de personnel	11 470	9 202

Les effectifs moyens varient comme suit :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Effectif moyen	174	161

Afin de soutenir la croissance de l'activité en cours et à venir, le groupe a renforcé ses équipes et a fait appel à de nouvelles compétences nécessaires pour assurer le développement.

Note 5. Résultat financier

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Produits financiers	15	615
Charges financières	-2 323	-384
Résultat financier	-2 309	232

Au 31 décembre 2018, les charges financières sont principalement composées de l'ajustement de prix lié à la cession Moby SAS en juillet 2017, et notamment de l'annulation du produit sur complément de prix estimé au 31 décembre 2017 à 2 millions d'euros. En effet, les éléments financiers reçus pour 2018 rendent peu probable le règlement des compléments de prix prévus au contrat sur les exercices 2019 et 2020.

Au 31 décembre 2017, le résultat financier se composait principalement de la plus value de cession de titres de participation non consolidés pour 0,4 m€ (cf. note 11) et d'une perte de change nette pour 0,1m€.

Note 6. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Impôts courants	- 446	- 254
Impôts différés	-	- 63
(Charge)/Produit d'impôts	- 446	- 317
<i>Taux effectif d'impôt (%)</i>	<i>-6%</i>	<i>-8%</i>

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'impôt théorique s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Taux d'imposition en France	28%	33%
(Charge)/Produit d'impôts théorique	2 232	1 409
<i>Éléments de rapprochement avec le taux effectif :</i>		
Effet changement de taux		-
Différence de taux d'imposition entre les pays	69	56
Effet des reports déficitaires de l'exercice non activés	- 2 177	- 1 531
Effet différences permanentes et temporaires	- 430	- 69
Impôts sans base	- 140	- 183
(Charge)/Produit d'impôts réel	- 446	- 317
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>-6%</i>	<i>-8%</i>

Au 31 décembre 2018, le taux effectif d'impôt résulte principalement de déficits fiscaux de la période non reconnus essentiellement sur Hipay Group SA.

Note 7. Goodwill

Le goodwill s'élève à 40,2m€ en valeur brute et valeur nette au 31 décembre 2018.

Le groupe n'a pas identifié au 31 décembre 2018 d'indice de perte de valeur.

Dans le cadre du contrôle de la valeur du goodwill, un test de dépréciation a été réalisé au 31 décembre 2018. Cette procédure, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de l'UGT générant ses flux propres de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur de l'unité génératrice de trésorerie sont les suivantes :

- méthode de valorisation de l'unité génératrice de trésorerie : valeur d'utilité,
- nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés et projetés à l'infini : 5 ans (2019-2023),
- taux de croissance à long terme : 1,5%,
- taux d'actualisation : 10,78%,
- taux de croissance du chiffre d'affaires en cohérence avec les taux observés ces dernières années.

Le plan d'affaires est établi sur la base du budget 2019 approuvé par le Conseil d'Administration et des estimations de la Direction pour les années 2020-2023.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital. Il a été calculé par la Direction selon les normes sur la base de données sectorielles et de données de source de marché pour le beta, le taux sans risque et la prime de risque et la dette.

Le résultat de ce test de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2018 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, une analyse de sensibilité du calcul à la variation des paramètres-clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Les variations des paramètres-clés utilisées dans cette analyse de sensibilité sont présentées ci-après :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Taux de croissance CA
	Taux utilisé	Var	Taux utilisé	Var	2019-2023
Monétique	10,8%	+150 pts	1,5%	-150 pts	-500 pts

Les tests de sensibilité ont été réalisés en faisant varier les hypothèses ci-dessus à la fois séparément et deux par deux et les résultats n'ont pas amené de scénario selon lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Note 8. Immobilisations incorporelles

Les frais de développement activés durant la période sont inscrits dans la ligne « Logiciels et licences », ainsi que « Immobilisations en cours » et correspondent principalement :

- aux nouveaux développements sur les plateformes,
- à l'intégration de nouveaux moyens de paiement sur nos plateformes de paiement,
- aux développements de nos outils internes (outils de facturation, outil de gestion commerciale...).

La valeur brute des immobilisations incorporelles évolue comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	Transfert	Aug.	Dim.	31 décembre 2018
Logiciels et licences	12 032	2 649	-799	-	13 882
Marques	51	-	-	-	51
Immobilisations en cours	580	-2 649	2 737	-	668
Autres	169	-	-	-17	152
Total	12 832	-	1 937	-17	14 753

Les amortissements et dépréciations cumulés des immobilisations incorporelles évoluent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	Transfert	Aug.	Dim.	31 décembre 2018
Logiciels et licences	-8 093	-	-1 853	-	-9 946
Marques	-1	-	-	-	-1
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Autres	-152	-	-	-	-152
Total	-8 245	-	-1 853	-	-10 098

Les valeurs nettes des immobilisations incorporelles évoluent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2018
Logiciels et licences	3 939	3 936
Marques	50	50
Immobilisations en cours	580	668
Autres	17	-
Total	4 587	4 654

Note 9. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles évolue comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	Aug.	Dim.	31 décembre 2018
Agencements et installations	597	246	-	843
Matériel de bureau et informatique	1 339	412	-2	1 750
Mobilier	129	55	-	184
Total	2 064	714	-2	2 777

Les amortissements et dépréciations cumulés des immobilisations corporelles évoluent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	Aug.	Dim.	31 décembre 2018
Agencements et installations	-14	-84	-	-98
Matériel de bureau et informatique	-1 149	-208	1	-1 356
Mobilier	-35	-26	-	-61
Total	-1 198	-318	1	-1 515

Les valeurs nettes des immobilisations corporelles évoluent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2018
Agencements et installations	583	745
Matériel de bureau et informatique	190	394
Mobilier	94	123
Total	867	1 262

Le retraitement des crédits baux, contractés sur l'exercice 2018, augmente les acquisitions pour 0.34 m€.

Note 10. Impôts différés

Au 31 décembre 2018, les impôts différés sont principalement composés d'impôts différés actifs relatifs à l'activation au cours des exercices précédents des déficits reportables.

Aucun impôt différé actif n'a été constaté au titre des déficits reportables en 2018.

Au 31 décembre 2018, le solde des déficits reportables non activés sur le Groupe HiPay s'élève à 15,82m€ (en base).

Note 11. Autres actifs financiers

Au 31 décembre 2018, les autres actifs financiers se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Autres titres non consolidés	-	-
Autres actifs financiers	-	2 000
Dépôts et cautionnements	401	154
Total	401	2 154

La variation des autres actifs financiers s'explique par l'annulation du produit sur complément de prix estimé au 31 décembre 2017 à 2 millions d'euros (cf. note 5).

Note 12. Clients et autres débiteurs

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Clients et factures à établir	705	248
Dépréciation	-57	-
Clients et autres débiteurs	648	248

La valeur nette comptable indiquée ci-dessus représente l'exposition maximale au risque de crédit sur ce poste.

L'antériorité des créances commerciales à la date de clôture s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Non échues(*)	316	213
0-30 jours	80	25
31-120 jours	191	0
121-360 jours	62	10
+ d'un an	56	-
Clients et comptes rattachés	705	248

(*) Toutes les créances non échues sont d'échéances inférieures à un an

Note 13. Autres actifs courants

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs fiscaux et sociaux	4 707	3 960
Charges constatées d'avance	469	203
Compte d'avoirs disponibles	55 153	39 082
Autres	565	821
Autres actifs courants	60 893	44 065

Tous les autres actifs courants sont d'échéance inférieure à un an (hormis les dépôts de garanties).

Le poste actifs fiscaux et sociaux est principalement constitué des créances de TVA et des créances envers les organismes fiscaux et sociaux.

Les comptes d'avoirs disponibles concernent l'activité monétique en Belgique et en France. Ils s'élèvent à 55,2 m€ en 2018 contre 39,1m€ en 2017 et correspondent à l'ensemble des engagements financiers engendrés par l'émission de monnaie électronique et aux versements en cours auprès des sites marchands (cf. note 17. Autres dettes courantes).

Conformément à la réglementation en vigueur, les fonds reçus pour l'exécution d'une opération de paiement (ou les fonds collectés en contrepartie de l'émission de monnaie électronique pour HPME) sont placés dans un ou plusieurs comptes ouverts spécialement à cet effet, identifiés séparément de tout autre compte utilisé pour détenir des fonds détenus pour compte propre, auprès d'un établissement de crédit agréé dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Note 14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Parts d'OPCVM	1 200	2 551
Trésorerie disponible chez le factor	-	-
Disponibilités	1 461	5 436
Trésorerie et équiv. de trésorerie	2 662	7 987
Découverts bancaires	-143	-
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	-143	-
Trésorerie Nette	2 518	7 987

Une convention de compte-courant d'associé a été conclue en date du 1er mars 2019 entre la société BJ Invest SAS et HiPay Group SA. Cette convention permet à la société de bénéficier d'avances de trésorerie disponible à hauteur de 5 millions d'euros maximum. Dans ce contexte et compte tenu de l'évolution des volumes et marges prévue pour l'exercice 2019 sur la base des réalisations 2018, la poursuite des activités de la société pourra être assurée sur l'année à venir.

Note 15. Emprunts et dettes financières à long terme

Un Prêt de 650 milliers d'euros a été contracté avec la BNP Paribas le 12 janvier 2018 pour financer les travaux d'aménagement dans les nouveaux locaux.

Deux emprunts avec la BPI ont été contractés au second semestre 2018, ils s'élèvent à 1 500 milliers d'euros et 3 000 milliers d'euros. Les remboursements commenceront respectivement en 2021 et fin 2020.

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts auprès d'établissements de crédit	5 054	0

Détail :

Emprunts auprès d'établissements de crédit	
<i>en milliers d'euros</i>	
<i>Position au début de la période</i>	0
Prêt contracté 2018	5 150
Remboursement des emprunts	96
<i>Position fin de la période</i>	5 054
Dont partie moins d'un an	129
de 1 à 5 ans	3 350
à + 5 ans	1 575

Les créances de Crédit Impôt Recherche de Hipay SAS (2015, 2016 et 2017) ont été financées à hauteur de 1 914 milliers d'euros représentant 95% des créances. Ces créances demeurent à l'actif de la société.

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Financement du Crédit Impôt Recherche	2 295	1 161

Nous avons aussi retraité les crédits baux contractés sur l'exercice 2018, tel que demande la norme IAS 17 :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Crédit-bail	266	-

Note 16. Provisions non courantes

16.1. Détail des provisions non courantes

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Provisions pour risques et charges	476	400
Indemnités de fin de carrière	168	152
Provisions non courantes	644	552

16.2. Provisions pour risques et charges

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2017	Dot. Période	Rep. non utilisée	Rep. Utilisée	31 décembre 2018
Provision pour risque et charges	400	76	-	-	476

Les provisions pour risques et charges constatées au cours de l'exercice couvrent notamment des risques fiscaux et commerciaux.

16.3. Provision au titre des indemnités de départ à la retraite

Les provisions comptabilisées concernent principalement les entités françaises ; il s'agit d'indemnités de départ à la retraite. L'évaluation de ces provisions est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées, conformément aux dispositions de la convention collective SYNTEC.

La provision évolue comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Valeur actualisée des obligations au 1 ^{er} janvier	152	180
Coût des services rendus et coût financier	16	19
Pertes/(gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	-	-
Variation de périmètre		-47
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	168	152

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements de retraite pour les entités françaises à la clôture sont les suivants :

	2018	2017
Taux d'actualisation	1,60%	1,30%
Taux d'augmentation future des salaires	2,50%	2,50%
Age de départ à la retraite (Cadres)	67 ans	67 ans
Age de départ à la retraite (Non Cadres)	62 ans	62 ans
Table de survie	INSEE F 2008 - 2010	INSEE F 2008 - 2010

Note 17. Autres dettes courantes

Toutes les autres dettes courantes sont d'échéance inférieure à un an, à l'exception des jetons de présence.

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Dettes fiscales et sociales	3 366	3 813
Dettes sur immobilisations	91	-
Produits constatés d'avance	-	-
Autres dettes	52 887	39 210
Autres dettes courantes	56 344	43 023

Le poste Dettes fiscales et sociales est principalement constitué des dettes de TVA et de dettes envers le personnel et des organismes sociaux.

Les autres dettes sont notamment composées des engagements financiers engendrés par l'émission de monnaie électronique et des reversements en cours auprès des sites marchands utilisant les plateformes monétiques (cf. Note 13 Autres actifs courants).

Note 18. Besoin en Fonds de Roulement

<i>en milliers d'euros</i>	notes	31 décembre 2017	Éléments de BFR	Autres mouvements	31 décembre 2018
Clients et autres débiteurs	Note 12	248	400	0	648
Actifs fiscaux et sociaux	Note 13	3 960	747	0	4 707
Charges constatées d'avance	Note 13	203	266	0	469
Autres créances	Note 13	39 903	12 284	3 531	55 718
Sous-totaux actifs (1)		44 313	13 697	3 531	61 541
Fournisseurs et autres créditeurs		5 958	-1 020	-	4 938
Dettes fiscales et sociales	Note 17	3 813	-10	-437	3 366
Produits constatés d'avance	Note 17	0	0	-	0
Autres dettes	Note 17	39 210	11 438	2 330	52 978
Sous-totaux passif (2)		48 981	10 408	1 893	61 282
Besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1)-(2)		-4 668	3 289	1 638	259

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique notamment par le règlement de dettes fournisseurs antérieures à 2018 et la variation des postes du bilan liés à l'activité de paiement.

Note 19. Plan d'attributions d'actions gratuites

	Plan n°1	Plan n°2	Total
Date d'assemblée	15-juin-15	02-mai-16	
Date du Conseil d'Administration	28-mai-15	16-juin-17	
Nombre total d'actions attribuées	129 545	27 000	156 545
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées à des mandataires sociaux	30 455	-	30 455
Dont nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées aux dix premiers attributaires salariés	-	27 000	27 000
Nombre d'actions annulées	99 090	9 000	108 090
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31 décembre 2018			-
Nombre d'actions pouvant être définitivement attribuées	30 455	18 000	48 455
Fin de la période d'acquisition	29-juin-17	16-juin-20	
Fin de la période de conservation	29-juin-19	16-juin-20	
Cours de l'action à la date du Conseil d'Administration	14,13	12,64	
Décote d'incessibilité	oui	oui	
Juste valeur de l'action gratuite	12,02	9,88	

L'impact financier relatif à ces plans est présenté sur la ligne « Valorisation des stock options et actions gratuites » dans le compte de résultat.

Note 20. Engagements hors-bilan

20.1. Engagements reçus

Le contrat de cession de la société Mobyio SAS prévoit le versement d'un complément de prix d'une valeur maximum de 3 millions d'euros fonction du chiffre d'affaires réalisé sur les exercices 2018, 2019 et 2020.

Il existe donc un engagement hors-bilan reçu à hauteur de la différence, soit 2 millions d'euros, mais dont la probabilité d'occurrence est jugée faible à présent.

20.2. Engagements donnés

Dans le cadre de la cession de Mobyio SAS, le groupe a consenti une garantie de passif, à la société GibMedia SAS. Cette garantie de passif est plafonnée à 30% du prix payé, et s'éteindra le 31 décembre 2020.

Au 1^{er} décembre 2017, le Groupe HiPay a déménagé son siège social dans un immeuble dont le preneur principal est BJ Invest SAS. Ce contrat de sous-location a une durée ferme de 6 ans.

Dans le cadre d'un litige opposant l'administration fiscale à la société HiPay SAS, cette dernière a procédé à un nantissement de son fonds de commerce.

20.3. Passifs éventuels

Au cours des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux. Certaines propositions de rectifications ont été contestées et font l'objet de procédures contentieuses. Pour l'essentiel, ces redressements n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes dans la mesure où la Société et ses conseils estime disposer de chances sérieuses de succès au contentieux.

Note 21. Evènements significatifs intervenus depuis la clôture de l'exercice

En date du 16 janvier 2019, HiPay Group SA a procédé à une augmentation de capital de 2.996.131,10 Euros en numéraire dans le capital de HiPay SAS afin de le porter à 6.355.080 euros.

Note 22. Transactions entre parties liées

22.1. Rémunérations des membres des organes de direction

22.1.1 Rémunérations des dirigeants mandataires sociaux

	31-déc-18		31-déc-17	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Grégoire Bourdin, DG				
Rémunération fixe	200 000	200 000	200 000	200 000
Rémunération variable	27 000**	27 000**	50 000	0
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature*	15 056	15 056	18 544	18 544
Total	242 056	242 056	268 544	218 544
Gabriel de Montessus, ex-DG				
Rémunération fixe	-	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-	40 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	726 758
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature*	-	-	-	-
Total	-	-	-	766 758

* garantie perte d'emploi, véhicule et retraite supplémentaire

** rémunération variable versée en 2018, au titre de l'exercice 2017

La Société a souscrit un contrat de garantie perte d'emploi et un contrat de retraite supplémentaire pour son Directeur Général. Les coûts liés à ces engagements sont limités au règlement des primes d'assurance.

22.1.2 Rémunérations des autres mandataires sociaux

Seuls les membres indépendants du conseil d'administration perçoivent des jetons de présence (soit une administratrice à ce jour). Le montant autorisé par l'Assemblée Générale du 2 mai 2016 et qui aurait dû être distribué au titre des exercices 2016, 2017 et 2018 s'élève à 40 000 € par an.

22.2. Autres parties liées

Au 1er décembre 2017, le Groupe HiPay a déménagé son siège social dans un immeuble dont le preneur principal est BJ Invest SAS. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration lors de sa séance du 31 août 2017. Le loyer annuel s'élève à 799 K€ HT (hors charges).

Le Groupe HiPay est également lié à BJ Invest SAS par un contrat de prestations de services de paie. Cette charge s'élève à 28 K€ sur l'exercice 2018.

Un contrat d'agent de services de paiement a été conclu entre HiPay SAS et Mobiyo. En effet, l'activité de Mobiyo consistant à la fourniture d'une solution de paiement sur facture opérateur nécessite de s'adosser à un prestataire de services de paiement dont l'activité est réglementée, tandis que la prestation commerciale et technique est fournie directement par Mobiyo à ses clients. Ce service s'élève à 22 K€ sur 2018.

22.3. Transactions avec les filiales

HiPay Group SA facture à ses filiales des frais de holding (management fees), qui sont éliminés dans les comptes consolidés.

HiPay SAS facture aux sociétés du Groupe :

- des frais d'assistance en matière de contrôle de gestion et de comptabilité fiscale et sociale,
 - des refacturations de personnel technique,
 - des refacturations de développements informatiques,
- qui sont ensuite éliminés dans les comptes consolidés.

Note 23. Honoraires des CAC

en milliers d'euros	KPMG				Mazars				Total			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
Audit	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés												
- HiPay Group SA	74	50	38%	26%	100	52	100%	58%	174	102	59%	36%
- Filiales intégrées globalement	122	144	62%	74%	-	37		42%	122	181	41%	64%
Services autres que la certification des comptes												
- HiPay Group SA												
- Filiales intégrées globalement												
Total	196	194	100%	100%	100	89	100%	100%	296	283	100%	100%